



Association
Cévennes-en-Transition



SEZU

ÉCHANGEONS, PARTAGEONS!

Association
Monnaie Locale Uzège

Collectif des monnaies locales citoyennes du Gard

Madame, Monsieur,

Vous êtes candidat-e à l'élection au conseil départemental du Gard.

Les conséquences de l'impact économique de la crise sanitaire inédite que nous traversons sont encore difficilement mesurables tellement leur ampleur s'annonce importante. Notre département du Gard n'est et ne sera malheureusement pas épargné que ce soit pour l'activité touristique, dans le secteur agricole, ou encore au niveau des TPE et PME essentielles au maillage de notre territoire.

Or, ce sont nos conditions économiques qui déterminent nos conditions sociales. Cette situation soulève de nombreuses problématiques à la fois environnementales, économiques, sociales et démocratiques.

Il nous semble essentiel que la politique de relance et la construction d'un monde plus résilient puissent passer par le développement d'outils économiques tels que **les monnaies locales complémentaires et citoyennes** (MLCC). Il s'agit d'initiatives puissantes car transversales aux évolutions qui secouent notre société :

- Sur l'aspect **local**, en ancrant la richesse dans le tissu économique de nos territoires grâce à des échanges de proximité, favorisant la relocalisation des savoir-faire et des emplois (une monnaie locale reste en circulation sur son territoire et ne s'échappe pas sur les circuits financiers au bout de 2,5 échanges comme l'euro) ;
- Sur l'aspect **citoyen**, à travers des pilotages ouverts et démocratiques, ou encore en proposant une nouvelle approche de la consommation à travers la réappropriation de la question monétaire (une monnaie locale reste une monnaie de lien et d'échange, sans spéculation, ce qui donne des rapports sociaux apaisés et sans enjeu financier) ;
- Sur l'aspect **financier**, en favorisant une économie au service du Vivant, mais aussi en relocalisant l'épargne. En effet, les fonds de garantie, qui sont la contrepartie de la masse monétaire en circulation, sont placés de façon à soutenir des projets de notre territoire. Ce dernier point est une disposition légale découlant de la loi relative à l'Économie Sociale et Solidaire de 2014 qui a donné un cadre réglementaire et une reconnaissance officielle aux monnaies locales et complémentaires.

**la monnaie
d'échange
reste sur
le territoire
et nourrit
l'économie
réelle**

Ainsi, il suffit qu'un citoyen ou une structure adhère à l'association porteuse de la monnaie locale pour pouvoir l'utiliser. Les opérations de conversion s'effectuent simplement, sur la base de **1 unité de monnaie locale = 1 euro** et sans frais. Si elles se réalisent en général dans des bureaux de change, de plus en plus de monnaies locales font le choix de proposer, en parallèle de leur version « coupon » papier, un format numérique et dématérialisé permettant entre autres de simplifier ces échanges.

Le rôle des particuliers : convertir leurs euros en monnaie locale, et les utiliser pour leur consommation ; ainsi ils s'assurent que la monnaie d'échange reste sur le territoire et nourrit l'économie réelle.

Le rôle des professionnels : accepter les paiements, garder cette monnaie en circulation, en utilisant eux-mêmes la monnaie locale, auprès d'un fournisseur, d'une activité de service, ou encore en règlement d'une part de salaire¹. De cette façon, la monnaie locale va contribuer au soutien de l'économie des territoires, en tissant d'avantage de liens entre les acteurs et structures implantées sur la zone géographique concernée.

1 ceci sans double comptabilité et avec une fiscalité identique car tout est déclaré en euro.

Quant au rôle des Collectivités, le soutien à leur économie de territoire fait en Monnaie Locale, est un vrai investissement, qui a un vrai R.O.I. (*Return On Investissement*) économique, social, environnemental !

3 monnaies locales cohabitent dans un esprit de collaboration et de synergie

Exemple : quand 100 000 € d'aide versée en euros génèrent au maximum 400.000 € de PIB local, 100.000 unités de MLCC obtiennent un PIB local de 1.000.000 € au minimum. Ceci, sans recours à un autre des leviers possibles : augmenter le pouvoir d'achat lors des échanges en MLCC par un abondement d'une collectivité locale (par exemple donner 120 unités de MLCC contre 100 €, les 20 € de différence étant apportés par la collectivité publique).

Enfin, au niveau des **politiques sociales**, la récente étude « *Utilité sociale des monnaies locales complémentaires* » montre bien le fort potentiel des MLCC dans ce domaine.

Sur le territoire gardois, 3 monnaies locales cohabitent dans un esprit de collaboration et de synergie : **l'Aïga** (Cévennes et Piémont), **le Krôcô** (Nîmes & alentours) et **la Sézu** (Uzège), toutes trois membres de la fédération **Moned'Òc** qui regroupe les 15 monnaies locales d'Occitanie.

Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous faire part des propositions communes des monnaies gardoises au sujet des politiques publiques locales. Il nous semble en effet que ces outils que sont les MLCC pourraient parfaitement s'intégrer à l'action de la collectivité départementale, pour aider les acteurs du territoire à se saisir de cet outil économique. Cette initiative est menée en complémentarité et cohérence totales avec celle menée au niveau régional par Moned'Òc.

Prenant en compte le cadre juridique actuel, nous avons ainsi identifié trois niveaux possibles d'engagement :

Niveau 1 :

Soutenir le développement des monnaies locales et complémentaires, faciliter la mutualisation de leurs outils de communication et de gestion : aides en matière de communication et de mutualisations des pratiques et des outils² ;

Niveau 2 :

Introduire les monnaies locales dans les financements et politiques publiques (financement de l'action sociale particulièrement en relation avec les communes, cantines,...) ; à ce titre, une édition de billets d'usage transversal aux trois monnaies (pourquoi pas des « **Gardons** »?) serait un signal fort de la volonté de la collectivité départementale de conjuguer relance économique, action sociale et transition environnementale.

Niveau 3 :

Accepter les monnaies locales comme moyen de paiement dans les régies départementales.

Soutien à la création d'un fonds régional d'investissement au service des bassins de vie, géré paritairement, appuyé sur les fonds de garantie des monnaies locales et avec abondement de la Région et des Conseils départementaux. Lien possible avec le dispositif EpargneOccitanie.

conjuguer relance économique, action sociale et transition écologique

Notre action est partie prenante de l'initiative citoyenne du Pacte pour la Transition.

Nous restons à votre disposition pour vous présenter plus en détail nos projets et pour approfondir avec vous les axes ci-dessus dans l'optique de leur prise en compte dans votre programme puis dans vos actions futures.

Bien cordialement.

Les monnaies locales du Gard

Contacts :

Aïga : cevennes.transition@gmail.com

Krôcô : kroco@kroco.fr

Sézu : info@sezu.org

2 les trois monnaies gardoises sont membres (en plus de Moned'Òc) de la fédération Kohinos (19 monnaies à ce jour) qui soutient et pilote de développement d'un logiciel libre et open-source de gestion des monnaies locales numériques, et dont le lancement est en cours.